



PRÉFET DU FINISTÈRE

Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial

N° 2020-29-0005

Arrêté préfectoral du  
portant décision après examen au cas par cas  
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Le préfet du Finistère  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

**Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

**Vu** l'arrêté de la ministre de l'Environnement, de L'Énergie et de la Mer du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

**Vu** la loi du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC), et notamment son article 62 modifiant les conditions de l'examen cas par cas ;

**Vu** le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2020-29-0005 relatif au projet de réalisation d'un forage d'eau pour l'élevage porcin, sur le territoire de la commune de PLOUGUERNEAU, déposé par la SA BIANEIS, reçu et considéré complet le 30 avril 2020 ;

**Considérant** que ce projet relève de la catégorie Forages et mines n° 27 a) – Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature du projet consiste en la création d'un forage d'une profondeur de 70 m pour un prélèvement annuel prévisionnel de 18 000 m<sup>3</sup> en vue de l'alimentation en eau de l'élevage porcin relevant du régime de l'autorisation ;

**Considérant** que le projet se situe sur l'emprise de l'exploitation, à distance de sources de pollution potentielle, à plus de 200 m du forage existant de l'exploitation ;

**Considérant** l'importance moyenne des volumes prélevées ; la distance suffisante avec, d'une part, les milieux sensibles environnants listés dans la demande et, d'autre part, le forage existant de l'exploitation ;

**Considérant** que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée, et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

## ARRÊTE

### Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de réalisation d'un forage d'eau au lieu-dit Croas Prens à PLOUGUERNEAU est dispensé de la production d'une évaluation environnementale.

### Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3

Cette décision, exonérant le pétitionnaire de la production d'une évaluation environnementale, est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Cette exonération peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une évaluation environnementale ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L.110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

### Article 4

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) formé dans les 2 mois à compter de sa publication sur le site internet des services de l'État du Finistère :

#### Recours gracieux :

Monsieur le préfet du Finistère - préfecture du Finistère  
42, boulevard Duplex  
29320 QUIMPER CEDEX

#### Recours hiérarchique :

Madame le Ministre de la Transition écologique et solidaire.

Le recours contentieux doit être formé dans les deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État du Finistère :

#### Recours contentieux :

Par courrier : Tribunal administratif de Rennes - Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte - CS 44416  
- 35044 RENNES CEDEX

Par l'application Télérecours citoyen : <https://www.telerecours.fr>.

Le recours administratif prolonge de deux mois le délai du recours contentieux.

Lorsqu'elle conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire devant l'autorité environnementale, conformément aux dispositions du VI de l'article R122-3 du code de l'environnement. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Article 5

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, et publié sur le site internet des services de l'État du Finistère.

Quimper, le 12 MAI 2020

Le préfet,  
Pour le préfet, le secrétaire général,



Christophe MARX